

*Questions orales*

[Français]

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Les hôpitaux et les salles d'urgence sont engorgés, les malades doivent coucher dans les corridors, les listes d'attente s'allongent de façon alarmante au Québec. Le ministre des Finances, incluant le Budget d'hier soir, a coupé au Québec 5,7 milliards de dollars dans les soins de santé et 2,3 milliards de dollars pour l'éducation. Avant de passer aux provinces sa responsabilité comme ministre des Finances du Canada, est-ce qu'il a tenu compte des malades qui couchent dans les corridors des hôpitaux, et des étudiants qui ne pourront pas poursuivre leurs études et qui continueront à s'endetter pour aller à l'université?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, ces chiffres sont très exagérés; ils ont peut-être été mal rendus par l'interprète.

Je suis certain que mon collègue se rappelle que, ces dernières années, toutes les provinces ont réclamé périodiquement une baisse des taux d'intérêt. La réduction du déficit du gouvernement fédéral nous aidera à faire baisser ces taux. Si les provinces veulent s'attaquer au problème des taux d'intérêt élevés, elles doivent contribuer à la solution, et une partie de cette solution consiste à réduire le déficit fédéral.

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard):** Monsieur le Président, le ministre des Finances ne résout pas le problème, car il réduit le budget fédéral et augmente celui des provinces. Ainsi, les taux d'intérêt continueront d'augmenter.

[Français]

Monsieur le Président, pourquoi les Québécois doivent-ils payer, selon son Budget d'hier soir, 2 milliards d'augmentation d'impôt à part la TPS qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1991? Il dit qu'il n'y a pas de nouveaux impôts. A-t-il oublié la TPS?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, j'ai encore du mal à saisir les calculs de mon collègue.

Le changement apporté aux paiements de transfert permet de réaliser des économies totales de quelque 600 ou 700 millions de dollars. Comment peut-on dire que le

Québec devra déboursier 2 milliards de dollars? Il y a quelque chose qui cloche.

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond—Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme il le sait, la situation dans le domaine de la santé revêt une importance particulière non seulement pour les provinces, mais aussi pour ceux qui dispensent les soins et, bien sûr, pour les patients.

En Colombie-Britannique, où le système de santé est mis à rude épreuve, 200 patients en attente de chirurgie cardiaque sont envoyés à Seattle, dans l'État de Washington.

Comment une réduction de 800 millions de dollars dans les paiements de transfert destinés à la santé et à l'éducation en Colombie-Britannique va-t-elle y améliorer le système de santé? Le ministre veut-il laisser entendre en réalité, bien qu'il ait peur de le dire aux Canadiens, que ces réductions marquent le début de la privatisation de l'assurance-santé au Canada?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, mon honorable collègue ne comprend toujours pas le message du budget. Nous y prenons des mesures en vue de poursuivre les programmes que nous appliquons depuis cinq ans et qui nous permettront de préserver l'assurance-santé et un système d'éducation solide et qui nous aideront à garder un développement régional dynamique.

Si nous continuons, comme le souhaiteraient nos collègues d'en face, à ne pas tenir compte du problème du déficit, à l'écarter tout simplement sans nous soucier des déficits, nous allons voir pas seulement 35 c. de chaque dollar de recettes servir à payer les intérêts sur la dette, mais bientôt 40 c. et puis 50 c. Que deviendront alors l'assurance-santé et l'enseignement postsecondaire? C'est le danger de l'endettement. C'est un danger que nous tentons d'éviter avec ce budget-ci.

Je ne vais sûrement pas vivre assez longtemps pour entendre les députés libéraux nous proposer des moyens de réduire les dépenses publiques au Canada.

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond—Est):** Monsieur le Président, le ministre des Finances ne nie pas qu'on cherche vraiment à privatiser l'assurance-maladie au Canada. C'est bien évident.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a pourtant déclaré le 7 avril 1989: